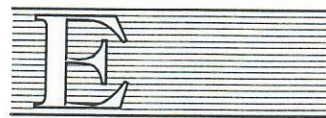




**NATIONS UNIES
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**



**Distr.: GENERALE
12 octobre 2005
Original: Anglais**

**COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Centre africain pour le genre et le développement**

Réunion du Comité "Femmes et développement"

**13 octobre 2005
Dakar, Sénégal**

Programme de la cérémonie d'ouverture de la réunion d'experts

- | | | |
|-------------|---|--|
| 8h15 – 8h20 | : | Discours de bienvenue du pays hôte, le Sénégal |
| 8h20 - 8h30 | : | Discours de bienvenue de Mme Thokozile Ruzvidzo, Directrice par interim du Centre africain pour le genre et le développement |
| 8h30 – 8h40 | : | Discours d'ouverture de Mme Tahan Omar, Représentante du Président du Comité "Femmes et développement" |

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, ETHIOPIA

P. O. Box 3243

Telephone : 251-115-517 700

Fax : 517844 Website : www.africa-union.org

AU/MIN/CONF/WG/1(I)

PROJET D'ORDRE DU JOUR

**CONFERENCE DES MINISTRES
14 AU 16 OCTOBRE 2005**

**PREMIERE CONFERENCE DES MINISTRES DE L'UNION
AFRICAIN EN CHARGE DE LA FEMME ET DU GENRE
Dakar, Sénégal**

12-16 Octobre 2005



AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, ETHIOPIA

P. O. Box 3243

Telephone : 251-115-517 700

Fax : 517844 Website : www.africa-union.org

AU/MIN/CONF/WG/PROG(I)

PROGRAMME DE TRAVAIL PROVISOIRE

**CONFERENCE DES MINISTRES
DU 14 AU 16 OCTOBRE**

**1ERE CONFERENCE DES MINISTRES DE L'UNION AFRICAINE EN
CHARGE DE LA FEMME ET DU GENRE
DAKAR, SENEGAL**

12-16 Octobre 2005



AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, ETHIOPIA

P. O. Box 3243

Telephone : 251-115-517 700

Fax : 517844 Website : www.africa-union.org

AU/ECA/MIN/CONF/WG(I)

**REUNION MINISTERIELLE CONJOINTE UA/CEA
SUR L'EGALITE ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES ET
L'HABILITATION DES FEMMES**

14-16 OCTOBRE 2005



**REUNION MINISTERIELLE CONJOINTE UA/CEA
SUR L'EGALITE ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES
ET L'HABILITATION DES FEMMES**

Nous, Ministres africains chargés des questions relatives au genre et aux femmes,

- Réunis à Dakar du 12 au 16 octobre 2005 à l'occasion de la réunion ministérielle conjointe UA/CEA sur l'égalité entre les hommes et les femmes ;
- Reconnaissant les efforts consentis par la Direction « Femmes, Genre et Développement » de l'Union africaine (UA), du Centre africain de la Commission Economique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) pour le genre et le développement, pour œuvrer ensemble à la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes et à l'habilitation des femmes du continent ;
- Conscients de l'importance de l'habilitation des femmes et de l'égalité entre hommes et femmes dans la réalisation d'une paix durable et du développement économique en Afrique ;
- Notant la nécessité de définir clairement les rôles et responsabilités des deux institutions en vue d'assurer la synergie des actions, et l'utilisation efficace des ressources rares ;
- Adoptons le cadre suivant, pour orienter la collaboration entre la Direction Femmes, Genre et Développement de l'UA et le centre africain pour le genre et le développement de la CEA.

Rôle de l'UA

L'OUA, créée à l'origine pour libérer l'Afrique du colonialisme et de l'apartheid s'est transformée pour devenir l'Union africaine (UA) à Durban en juillet 2002. A travers l'UA, les gouvernements africains exercent un leadership commun pour promouvoir la paix, la sécurité, le développement et les droits humains, notamment les droits des femmes sur le continent. La vision de l'UA est celle d'une Afrique unie, forte, prospère et pacifique. La mission de l'UA consiste à œuvrer en faveur de l'intégration du continent :

- grâce à la réalisation d'un consensus sur les valeurs communes, les normes et standards, notamment l'égalité entre les hommes et les femmes telles que stipulées dans l'Acte constitutif de l'UA ;
- à la définition d'une vision commune pour l'Afrique et à la promotion et à l'élargissement de cette vision à ces relations avec ses partenaires ;

- à l'élaboration de stratégies communes visant à promouvoir les intérêts de l'Afrique ;
- à l'harmonisation et à la coordination de la mise en œuvre de ces normes au niveau national ;

En outre, il est spécifié dans les Statuts de la Commission de l'Union africaine (CUA) que les questions de genre figurent dans tous les dossiers de la Commission et que le Département Femme, Genre et Développement (WGDD) est habilité à mener le processus d'intégration du genre à l'échelle continentale.

Entre autres rôles dévolus à la WGDD de la CUA, on note :

- la promotion des droits humains des femmes et l'intégration de l'égalité entre les hommes et les femmes dans tous les programmes de politiques de développement au niveau continental et régional et national, grâce à la mise à disposition de cadres continentaux ;
- la mobilisation de la volonté politique et des ressources en vue de promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes à tous les niveaux ;
- la création de mécanismes de suivi des engagements des pays africains par rapport à l'égalité entre les hommes et les femmes ;
- la réalisation et la coordination, au niveau de l'Afrique, d'un consensus sur les questions relatives à la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes ;
- la facilitation du dialogue entre le mouvement des femmes africaines et les décideurs du continent ;
- la création d'un forum continental pour la mise en réseau, des échanges d'informations, de connaissance et d'expérience en vue de renforcer les capacités locales en vue de l'intégration de l'égalité entre les hommes et les femmes dans le développement.

Rôle de la CEA

La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et les autres Commissions régionales ont été mandatées par l'Assemblée générale des Nations Unies d'organiser en collaboration avec les Etats membres des évaluations périodiques de la mise en œuvre des plates-formes d'action internationales et régionales sur la promotion de la femme et de faire rapport sur les progrès réalisés. Le Centre africain pour le genre et le développement a, au fil des années, facilité l'exécution régionale et l'évaluation de l'application des accords des Nations Unies et du respect du droit de la femme. Récemment, le Centre a inscrit à son programme l'évaluation décennale des plates-formes d'action de Dakar et de Beijing.

La CEA est une institution dotée de compétences et grâce à son Centre africain pour le genre et le développement, elle élabore des stratégies visant à influencer

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

dis Ababa, ETHIOPIA P. O. Box 3243 Telephone : 251-115-517 700 Fax : 517844 Website : www.africa-union.org

AU/MIN/CONF/WG/2(I)

**Projet de directives
pour l'établissement de rapports
sur la Déclaration solennelle sur l'égalité entre les hommes et
les femmes en Afrique**

**1ERE CONFERENCE DES MINISTRES DE L'UNION AFRICAINE EN
CHARGE DE LA FEMME ET DU GENRE**

DAKAR, SENEGAL

12-16 Octobre 2005



Projet de directives pour l'établissement de rapports sur la Déclaration solennelle sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique

A. INTRODUCTION

1. La Déclaration solennelle sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique a été adoptée par les Chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres de l'Union africaine au cours de la troisième session ordinaire de la Conférence à Addis-Abeba, (Ethiopie) en juillet 2004. Elle est la résultante d'un processus élargi de consultations et d'efforts concertés auquel ont été associés tous les acteurs, y compris des membres de la société civile, œuvrant dans la perspective « genre » et développement.

2. Dans le paragraphe essentiel 12 de la Déclaration solennelle (DS), les Chefs d'Etat s'engagent à faire rapport annuellement sur les progrès réalisés dans la prise en compte des sexospécificités, à appuyer et défendre toutes les questions soulevées dans la Déclaration aux niveaux national et régional et à échanger régulièrement les informations sur les progrès réalisés au cours des sessions ordinaires de la Conférence.

3. Les présentes directives ont été élaborées afin d'aider les Etats membres de l'UA dans l'établissement de rapports conformément aux dispositions du paragraphe 12 de la Déclaration. Nous avons tenu compte du fait qu'il existe différents modèles de rapports sur les droits de la femme au niveau international. De bonnes pratiques ont été tirées de ces méthodes et insérées dans les présentes directives.

4. Premièrement, selon les dispositions de l'article 12 de la Déclaration solennelle, il incombe aux Chefs d'Etat et de gouvernement de faire rapport. Leur intervention importante dans la mise en œuvre de la DS se situe au niveau de la politique générale et cela devrait constituer la base de leurs rapports. Il importe d'indiquer les mesures de politique générale qui ont été prises pour trouver des solutions aux questions soulevées dans la DS.

5. Des rapports narratifs seront préparés. Il est essentiel que de tels rapports soient aussi brefs et simples que possible tout en reflétant l'engagement fondamental en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes, tel qu'énoncé dans la Déclaration solennelle.

6. Deuxièmement, les Chefs d'Etat et de gouvernement se sont engagés à échanger régulièrement les informations sur les progrès réalisés au cours de leurs sessions ordinaires. Ces informations seront présentées sous forme de tableaux/matrices faisant la synthèse des rapports narratifs et mettant en exergue les données sexospécifiques. Elles feront l'objet d'échanges entre Chefs d'Etat au cours des sessions ordinaires.

7. Le rapport sera envoyé au Président de la Commission de l'Union africaine.

8. Les tous premiers rapports doivent situer le contexte des mécanismes mis en place pour appuyer l'autonomisation des femmes et la promotion des droits de la femme. Cela doit comprendre les mécanismes législatifs et administratifs ainsi que les structures nationales de défense des intérêts de la femme, tant au niveau du gouvernement qu'à celui de la société civile.

9. Ces rapports doivent également renseigner sur le progrès réalisé et les problèmes rencontrés dans la mise en œuvre de la DS. A travers l'échange de telles informations, les pays apprendront les uns auprès des autres et se serviront des bonnes pratiques pour améliorer leur situation nationale.

10. Les autres rapports qui suivront doivent se fonder sur les progrès enregistrés depuis l'élaboration du dernier rapport. Ils doivent également mettre en exergue les données sexospécifiques.

11. Etant donné que la Déclaration solennelle est le produit des efforts des pouvoirs publics et de la société civile, il est prévu de mettre en place un mécanisme permettant à la société civile de faire des commentaires sur les rapports.

B. CADRE GENERAL

12. L'égalité des sexes en Afrique s'appuie sur le principe « de l'égalité entre les hommes et les femmes » telle qu'énoncé dans l'article 4 (I) de l'Acte constitutif de l'Union africaine ainsi que sur les autres engagements, principes, buts et actions spécifiés dans les divers instruments régionaux, continentaux et internationaux des droits de l'homme en général et des droits des femmes en particulier.

13. Ceux-ci comprennent notamment :

- la plate-forme d'action de Dakar (1994) ;
- le Programme d'action de Beijing (1995) ;
- la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW – 1979) ;
- le Plan d'action africain pour l'accélération de la mise en œuvre de la Plate-forme d'action de Dakar et du Programme d'action de Beijing pour la promotion de la femme (1999) ;
- le document adopté par la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies sur la mise en œuvre de la Programme d'action de Beijing (2000) ;
- la résolution 1325 des Nations unies sur les femmes, la paix et la sécurité (2000) ;



COMMUNIQUE DE PRESSE

Dakar, vendredi le 14 octobre 2005

La FAO a l'honneur et le plaisir de présenter sommairement son programme d'appui à la promotion de l'égalité des sexes dans le monde rural en Afrique, dans le cadre de la **Conférence des Ministres africains chargés de la femme pour l'appropriation et la mise en œuvre de la Déclaration de l'Union Africaine sur la promotion du genre en Afrique**, qui a lieu les 14 et 15 octobre à Dakar, Sénégal. Le mandat global de la FAO est axé sur le développement agricole et rural. La FAO a toujours privilégié la dimension genre dans l'élaboration et la mise en œuvre de sa stratégie de sécurité alimentaire, aussi bien au niveau individuel qu'au niveau national. La FAO, très tôt, a élaboré un plan d'action organisationnel *Genre et Développement*, qui constitue un cadre de références à ses activités techniques en appui aux pays membres.

Évidemment, l'action de la FAO n'est pas isolée. Dans le cadre du programme d'aide au développement de l'ONU en direction des pays membres, la FAO participe activement aux évaluations communes du système des Nations Unies pour atteindre les objectifs de développement du Millénaire (ODM / MDG¹), notamment le premier (réduction de la pauvreté extrême et de la faim), le troisième (promotion d'égalité entre les deux sexes et de réhabilitation des femmes), le sixième (combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies liées à la pauvreté) et le septième (assurer un développement environnemental durable).

Le renforcement de capacité est crucial pour la durabilité de tout développement. C'est pourquoi la FAO s'est concentrée sur un certain nombre d'activités qui devraient assurer ce renforcement tout en permettant une meilleure prise en compte de la questions du genre à tous les niveaux des programmes de développement agricole et rural :

- La FAO soutient le **renforcement des décideurs et planificateurs en analyse de genre** et cela à travers son programme de formation Analyse socio-économique et genre (ASEG). Depuis 1996, plus de 2.500 acteurs de développement venant des organismes gouvernementaux, des instituts académiques et de recherches et des organisations de la société civile, de plus de 70 pays membres de la FAO, ont bénéficié de cette formation. Au moins les 2/3 des participants venaient d'Afrique.

seaga@fao.org

www.fao.org/sd/SEAGA

- A ce jour la FAO collabore avec environ 20 bureaux nationaux de statistiques en Afrique, cela dans le but d'**améliorer la production et l'utilisation des données agricoles différenciées par sexe** ; l'action tant du siège de la Fao que celle du Bureau Régional pour l'Afrique, porte à cet effet sur la formation, la re-tabulation des données agricoles existantes, le conseil technique pratique direct et l'aide financière. Cet appui continuera pendant le prochain programme mondial pour le recensement de l'agriculture (WCA2010). L'organisation collabore étroitement avec la Commission africaine pour les statistiques agricoles (AFCAS) dans le but d'améliorer la disponibilité d'informations spécifiques aux deux sexes, depuis que la Commission a adopté ce sujet comme point de l'ordre du jour standard en 1997. La FAO présentera une étude complète, montrant des leçons apprises en Afrique sur l'intégration des questions du genre dans les recensements agricoles pendant la prochaine session d'AFCAS, qui se tiendra du 24 au 27 octobre, à Maputo. Ce document abordera les aspects méthodologiques de la collecte des statistiques agricoles différenciées par sexe de même que des données précises sur les pays sélectionnés sur la base des actions menées et allant dans le sens de la *féminisation du secteur agricole* dans ce continent.

¹ MDG=Millennium Development Goals

- *Mobilisation des ressources* - la FAO soutient la décision des Chefs d'Etats africains de juillet 2003 relative à l'adoption de la déclaration de Maputo sur l'exécution du programme africain complet du développement agricole (CAADP)² du NEPAD. Dans le cadre global de l'appui de l'organisation pour cette initiative, le Directeur Général de la FAO avait lui-même activement soutenu l'exécution de cette mesure qui demande aux gouvernements nationaux de réserver au moins 10 pour cent de leurs budgets nationaux au développement agricole et rural. Cette décision devrait rendre disponible plus de fonds destinés au financement des programmes de renforcement de la sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté, ce qui constitue un soutien aux populations vulnérables en général et aux femmes rurales en particulier.
- *Le VIH/SIDA et ses implications pour le renforcement des capacités des femmes* - les données récentes sur la pandémie indiquent que les femmes représentent maintenant 58 pour cent des personnes infectées par le VIH/SIDA en Afrique. Conscient des interactions entre l'inégalité entre les sexes et cette maladie, la FAO a développé un cadre analytique montrant l'impact de la pandémie du VIH/SIDA sur l'agriculture, démontrant ainsi la relation forte du mode de vie rurale avec les questions du genre. Basé sur des analyses qui montrent qu'une grande partie des effets de la pandémie est supportée par les femmes car prenant soin des malades, s'occupant des orphelins, et étant les plus concernées par la baisse des ressources destinées aux ménages et à la production. Compte tenu de tout cela, la FAO développe une assistance technique aux ministères de l'agriculture afin de favoriser l'intégration des questions du VIH/SIDA dans les politiques agricoles et parallèlement elle développe des stratégies agricoles pour atténuer l'impact de la pandémie (notamment au Bénin, au Ghana, au Nigéria, en Tanzanie et en Ouganda).
- *Accélérer l'intégration des questions du genre dans les politiques, la planification et les programmes de développement agricole* - le Bureau Régional de la FAO pour l'Afrique fournit un appui technique et financier en direction des Ministères de l'Agriculture et là dans certains cas aux Ministères de la Promotion de la femme / du genre dans la sous - région - Afrique occidentale (Burkina Faso, Ghana, Guinée et Togo). Cet appui est destiné à préparer un document politique intitulé Plan Stratégique Genre et Développement Agricole (GEDA)". Ce Plan stratégique sera le document politique pour l'exécution nationale de la Plateforme d'Action de Beijing, de même que pour des actions concrètes recommandées et favorisant l'intégration des questions du genre dans les programmes de développement agricole.

Sur la base de ces expériences, la FAO recommande aux Ministères de l'Agriculture et aux Ministères de la promotion de la femme /du genre d'essayer de se mettre d'accord sur un cadre de collaboration, soutenu par l'expertise disponible dans chaque ministère, en vue de l'intégration des questions du genre dans les programmes de développement agricole et rural.

La FAO souhaite plein succès aux participants de la Conférence des Ministres africains chargés de la femme ainsi que l'appropriation et la mise en œuvre de la Déclaration de l'Union Africaine sur la promotion du genre en Afrique

<http://www.fao.org/gender/>

² CAADP = Comprehensive African Agricultural Development Programme

Introduction

The 10th meeting of the Economic Commission for Africa (ECA) on Women and Development was held on 13th October 2005 in Dakar, Senegal at the incitation of the government of the Republic of Senegal.

The following countries were represented at the meeting: Algeria, Angola, Benin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroon, Cape Verde, Congo, Cote D'Ivoire, Democratic Republic of Congo, Djibouti; Eritrea, Ghana, Guinea, Guinea Bissau, Equatorial Guinea, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Morocco, Namibia, Niger, Nigeria, Rwanda, Sao Tome et Principe, Senegal, South Africa, Sudan, Swaziland, UR Tanzania, Tunisia, Zambia, Zimbabwe.

Also present were the following Intergovernmental Organisations: SADC, COMESA, IOC, ECOWAS, ECCAS.

The following UN organizations and agencies were also represented: UNFPA, UNIFEM, UNDP, ILO, IDEP.

A number of NGOs also attended the meeting namely: OXFAM, Equality Now, WILDAF, COSEF, IAC, AWDF, ASAFE, APAC, Collectif '95, SOS Femmes en detresses, IMC;

Agenda item 1: Opening of the meeting of experts

The meeting was opened by the chairperson of the Committee on Women and Development. Opening remarks were also made by the representative of the host country and the Officer-in-Charge of the ECA African Centre for Gender and Development.

Agenda item 2 and 3: Presentation of the offices of the CWD Bureau and the adoption of the agenda and programme of work

The current members of the bureau of the CWD were presented to the meeting. The participants then adopted the agenda and the programme of work without amendments.

Agenda item 4: Presentation and discussion of the-up Strategy for the implementation of the Outcome and Way forward Document

Introducing the first part of the Strategy for accelerating implementation of the Outcome and Way Forward of the Beijing + 10 Review in Africa, (Mrs. Hanna Tiagha), a member of the Secretariat said that the Follow-up Strategy was an attempt to convert the review *Outcome and Way Forward* into action and an effort to accelerate gender equality beyond Beijing + 10.

Objectives were to:

- Tackle obstacles and challenges encountered in the fight for gender equality in the last 10 years and to
- Stimulate priority setting and the articulation of concrete action plans with time-bound targets within a 5-year period

Describing progress achieved, gaps and obstacles encountered in the implementation of BPFA, she said that

- While as many as 80% of the countries in Africa considered poverty reduction as priority, poverty among African women was unlikely to be halved by 2015 (as targeted by the MDGs) and would not be even by 2050. It was true that gender gaps in school enrolment had been reduced by 40% in Sub-Saharan Africa and girls' enrolment increased by 50% more than that of boys, but the fact still remained that 75% of out of school children in the world were Africans and out of that number, 57% were girls. Also gender disparities persisted at secondary and tertiary levels as they did in relation to employment opportunities
- Women's health had been given visibility in many countries and a number of countries subsidized reproductive health services. Some had even trained grass-roots health service providers but one out of 16 women still died from pregnancy-related complications because of inadequate health care services.
- Out of 53 African countries, 51 had ratified the CEDAW. The Rights of Women Protocol to the Charter of Human and People's Rights had been adopted in July 2004 and ratified by 10 countries as of March 2005 and laws and structures promoting women's rights had been put in place but many African countries had registered reservations to their ratification of CEDAW and discrimination against women persisted in cultural and traditional attitudes while gender-disaggregated data to document gender gaps were lacking.

While laws had been passed criminalizing violence against women and law enforcement officers trained to recognize and deal with gender-based violence, extreme forms of gender-based violence were becoming more wide-spread and the capacity to measure the impact of interventions was limited. Also, gender-based violence had increased women's exposure to HIV infections. While more women had been effectively involved in peace negotiations and reconstruction programmes. Gender disparities in decision making levels persisted and sex-based violence in conflict situations overshadowed women's contribution

- While it was true that most countries had established programmes and structures to combat the HIV and AIDS pandemic, the burden of care for the victims had fallen disproportionately on women. Most aspects of women's lives had been affected by the pandemic. More women were infected than men and there was no effective female-controlled method of protection against the disease so women who wanted children had no protection against the virus.

Regarding Women's participation in the economy, significant resources for small and medium-size industries had been mobilized and distributed among women and men. Women had benefited from increased capacity-building programmes in management and entrepreneurship. Much gender-sensitive legislation on labour had been passed and women had benefited from increased access to and ownership of land for agriculture. However, most macro-economic policies remained gender blind. Women's contribution to household GDP, informal and rural subsistence activities continued to be ignored and the distribution of remunerated and unremunerated work continued to be skewed.

The number of women in power and decision making bodies had grown but disparities continued in most structures such as parliaments, cabinets of ministries, higher courts, and local councils. Gender equality had not been prioritized by policymakers in development plans and programmes.

While the increased access to ICT by women had facilitated information sharing through the media and national ICT policies had availed resources to promote gender issues in the media, women's access to the media continued to be unacceptably low. Their illiteracy combined with the poor communications infrastructure to limit women's use of the media to influence opinions. Negative cultural attitudes that subordinated women also continued to be depicted in the media.

While there was increased recognition of the link between gender equality and environmental protection, poverty reduction, and sustainable development, few women participated in decision-making on environmental issues. Women had limited access to technical skills and resources. Gender-insensitive environmental policies persisted and their knowledge on the environment remained inadequately tapped for sustainable development management.

All countries in Africa had set up gender machineries and were reported to have gender focal points in sectoral ministries. Parliamentary committees on gender had been set up strengthened to gender machineries and most countries had developed gender policies and national plans for implementing the BPFA. All that notwithstanding, many national policies and programmes continued to treat gender concerns as separate project interventions and gender mainstreaming remained cosmetic and resisted. Gender policies were not integrated into sectoral plans and sector budgets. National gender machineries were not adequately financed to carry out their roles. Not only were there conflicting interests between legislation in favour of women and girls and the traditional practices and customary laws which persisted but also, the roles and responsibilities of gender focal points had become cumulative and unclear.

In her view, political will and commitment at the highest level determined the success or failure of all strategic interventions. She then recommended strategic actions along the 12 critical areas of concern of the BPFA as summarized below.

To reduce poverty among women, she recommended collection of intra-household data to determine the dynamics that underpin power and resource allocation in the household; incorporation of gender equality principles into budgeting and resource allocation where poverty is concentrated; and the use of gender-sensitive indicators to evaluate impact of poverty reduction policies, strategies and programmes. **To accelerate Women's economic empowerment, she recommended that** gender analysis capacity of macro-economists at all levels be assured; redefinition of economic concepts, and methodologies of collecting data on economic activities to include women's unpaid work; and the strengthening of the role of gender focal points in the ministries of planning and finance. **On gender and HIV and AIDS, actions recommended included** the analysis of the skewed gender power relations that lead to gender-based violence and inability to negotiate safe sex; enforcement of legal frameworks that address the vulnerability of women and girls and the strengthening of the lobby and advocacy to increase women's access to methods of prevention and treatment of HIV/IDS especially ARVs. **Regarding gender in conflict resolution, strategic actions recommended included** gender analysis of the impact of conflicts and wars, monitoring and evaluation of the gender sensitivity of peace and conflict resolution related programmes; the formulation of action plans for coordinated implementation of Security Council

Resolution 1325 and submission of regular reports to the Security Council on progress made; and the participation of gender national machineries in peace building and conflict resolution. On women's human rights, familiarization of planners and implementers of development programmes with gender-sensitive, right based approach to planning, M & E of policies and programmes; intensification of advocacy for the implementation of Protocol on Women's Rights in Africa; and the establishment of accountability mechanisms for the enforcement of existing legislation on women's rights were recommended. Under violence against women actions recommended included condemnation of violence against women at the highest level of political, religious and traditional authorities and perpetrators punished; training of law enforcement officers to treat violence against women and violation of their rights as serious crimes; and the strengthening of the capacity of gender focal points in law enforcement agencies to monitor and report gender insensitive treatment of survivors and perpetrators of violence. On governance, power and decision making, the strategies recommended included the replication of gender parity principles adopted by the AU's Constitutive Act should be ensured at all levels of national and regional governance; the mobilization of political parties to take the lead in implementing the gender parity principle in the selection of candidates for political office and elections; and the establishment of functional leadership training programmes for women. Regarding education for women and girls, actions recommended included innovative and aggressive strategies to correct the persistent under-representation of girls in science and technology disciplines and careers; and the strengthening of the role of the gender focal points in the ministries of education. On the girl child, accelerated advocacy and social mobilization against harmful traditional practices and institution of social mobilization programmes to reduce exploitation of and abuse of girls through excessive domestic work that interferes with their education were recommended. Regarding women and the media the recommended actions included the development and implementation of gender-aware media policies; strengthening the capacity of national gender machineries to monitor and report the gender sensitivity of the media; and the strengthening of the capacity of the gender focal points in information ministries to develop advocacy programmes. And finally on women and the environment it was recommended that gender sensitive environmental policies that utilize women's indigenous knowledge of the environment should be adopted; and women, especially rural women should be involved in the design and implementation of environmental programmes on water, energy, sanitation, land and forestry management; and that the capacity of national machineries to monitor the mainstreaming of gender in environmental policies and programmes should be ensured.

Introducing the second part of the Follow-up Strategy for the Outcome and Way Forward and, Ms. Thokozile Rudvidzo, Officer in Charge of the ECA African Centre for Gender and Development, said that the strategic actions had to do with : Institutional Mechanisms; Responsibility and Accountability; Capacity Building; and Monitoring and Evaluation.

Under Institutional mechanisms, efforts would to be made to lobby for gender national machineries and gender focal points where they did not exist and gender mainstreaming strengthened through the provision of adequate resources in line ministries. Gender policy would be implemented by all stakeholders including national machineries, gender units and gender focal points. Governments should conduct regular reviews of the translation of political will into concrete results, so as to identify and bridge gaps in existing gender policies and the implementation process. They should use gender expertise in designing all policies and programmes and include gender in the job descriptions and key result areas of all officers in the public service.

To ensure responsibility and accountability, gender and other line ministries should agree upon a division of tasks for gender mainstreaming in their respective areas of responsibility and expertise. The national machineries for gender should evaluate the performance of other line ministries in mainstreaming gender. The functions of gender focal points should be institutionalised in all ministries, and accountability for the achievement of gender equality should become the responsibility of the highest authority in all ministries. The oversight role of parliamentarians to monitor gender mainstreaming should be strengthened through lobbying.

In terms of capacity building, Governments should provide adequate human and financial resources to strengthening the capacity of their national structures to deal with gender issues. National statistical offices should be supported to strengthen gendered data collection and dissemination. Data users should be trained in the analysis and use of such data for planning. National capacity must be built in the civil service, universities, and think-tanks in order to undertake gendered research and to evaluate the gender sensitivity of programmes and the capacity of gender machineries to accurately assess the resource requirements for the implementation of gender mainstreaming objectives should be strengthened. For that to happen effective coordination mechanisms having clear lines of communication, roles, responsibilities, accountability and levels of authority should be developed and specific terms defined for forging partnership among the public sector, development partners, the private sector, civil society groups and intergovernmental organisations.

For monitoring and evaluation purposes, the accountability instruments of the NEPAD peer review mechanism, the African Union Commission and regional economic communities should be adapted for use at national levels. The capacity of accountability mechanisms to monitor national planning, budgeting and gender policy implementation processes should be strengthened. The MDG review and reporting processes should integrate issues raised in the BPFA. The AGDI and the M&E Tool for Institutional mechanisms should provide a framework for priority-setting, progress tracking and accountability, and be used accordingly by member States. The AU should convene a meeting of Ministers for Women's Affairs to agree on priorities for tracking programme delivery.

Regarding the roles of the key players Member States were encouraged to select their priority sectors for follow-up, identify the gaps in and limitations to the implementation of the strategic objectives of the BPFA in those areas, re-set national goals and expected outputs; and identify key actors and resource requirements of the selected sectors. The selected sector ministries should analyse their national plans to expose the gender gaps, limitations and emerging issues that should be tackled in the context of other existing national plans such as PRSPs, NEPAD and MDGs. National machineries and selected sector ministries should conduct introspective analyses of their mandates, skills needs and the political support necessary for achieving their goals. The introspective analysis should include all key players responsible for implementing and reporting.

At national, sub-regional and regional levels CSOs, coalitions and networks should take responsibility for continued advocacy in support of gender mainstreaming and effective implementation of the BPFA. They should vigorously pursue pilot innovative strategies for participatory and gender sensitive development planning, programme implementation and service provision. Civil society groups should also be empowered by Governments to demand accountability for the implementation of ratified international and regional documents. United Nations agencies, bilateral and multi-lateral development agencies should partner with key

national players to provide the necessary technical and financial resources for the accelerated implementation of the BPFA and the follow-up strategy.

Together with its SROs, and in partnership with other United Nations agencies and bilateral partners, UNECA should take lead in familiarising countries with the Follow-up Strategy. It should back-stop capacity building of national machineries and key sector ministries, provide M & E tools to track the progress made and challenges encountered, review national policies and plans and assess resource requirements. In addition ECA would conduct sub regional workshops between late 2005 and early 2006 to familiarize participants with the key issues and strategic interventions, set targets for delivery, familiarise participants with monitoring tools and develop consensus on reporting procedures and requirements.

At subregional level, the subregional economic communities should provide support to countries seeking to build synergies between the implementation of the BPFA and other gender equality initiatives and plans.

National, subregional and regional monitoring, evaluation and reporting, each country will select sector ministries to conduct national monitoring. National statistical bureau would provide data on selected indicators of progress and national gender equality mechanisms would advocate for gender mainstreaming as well as evaluate the effectiveness of the measures taken.

In AGDI pilot countries, research institutions could assist in the identification of credible sources of data. The information collected for the AGDI could also be used to assess the progress made.

National machineries should take responsibility for coordinating the evaluation of overall progress and provide support to gender policy formulation in the selected sectors.

They should build the capacity of gender policy implementers and use national accountability institutions to advocate for the fulfilment of national and sectoral commitments.

Subregionally the periodicity of monitoring reports would be discussed at the initial subregional workshops to be organised by ECA. Reports to ECA's CWD would be submitted biennially, with a major review every 5 years.

The development of regional monitoring tools and the selection of indicators of successful implementation should be informed by the UNECA M&E tools and the AGDI. UNECA would develop regional M&E tools that can be adapted for national use.

On the Way Forward, she stressed that the implementation of the regional strategy would start off with the subregional strategy workshops under the leadership of the regional organisations. Countries will be assisted to develop national strategies, based on their performance, achievements, strengths, gaps and limitations in implementing the BPFA, the PRSPs and the MDGs, and on their priorities.

National monitoring mechanisms would be familiarised with the monitoring tools developed at the regional level and strengthened where necessary. Regional organisations would backstop the development of periodic national reports that would feed into the regional review report to be produced every five years.

Agenda item 5: Group Discussion of the Follow up Strategy

After the presentation of the **Follow-up Strategy** on the *Outcome Document for the Beijing Platform for Action*, participants went into 2 group discussions based on the presentation.

Group A comprised of the French Speaking Countries adopted the actions of the ECA document and suggested the following changes and additions:

Poverty:

New actions:

1. Policies and programmes should address all the dimensions of poverty;
2. Micro credit and revenue generating activities targeting women should be extended and strengthened, especially at the local level ;
3. Programmes to increase women's capacities should be adopted and/or strengthened;
4. Ensure that the gender dimension is taken into account in all national development strategies and programmes, including in poverty reduction strategies and programmes;
5. Put in place communication and information campaigns, especially at the local level, to promote behavioural changes as complements to poverty reduction policies and measures;

Education for women and girls:

Experts suggested renaming the title as follows:

Education and Training of Women and Girls:

New actions:

1. Enact and/or implement effectively the legislation on compulsory and free education so as to ensure access and retention until 16 years;
2. Implement and strengthen effective functional literacy programmes targeting women;
3. Take all measures to eliminate all kinds of stereotypes and prejudices against girls and women from school curricula and programmes;
4. Strengthen all training programmes so as to allow women's increased access to training institutions and to skills that respond to the labour market and to the opportunities opened by the globalisation process.

Women's Health - Maternal Mortality:

Changes:

1. Collaboration between **and inside** Governments, **families**, civil society groups, and the private sector to prioritize action on maternal and child mortality such as the provision of basic obstetric care;

New actions:

1. Promote multisectoral collaboration between governmental institutions and ministries so as to give a high priority to the issue of maternal and child mortality;
2. Promote information and communication campaigns targeting men and women on reproductive health, including family planning;
3. Implement, increase and strengthen effective family planning policies and programmes, especially in rural areas.

Violence against women:

Experts recommended changing the order of the actions starting by the second bullet "Enactment of legislation harmful traditional practices". The second action would be the former first action "Public condemnation by thewomen and girls".

New actions:

1. Adopt appropriate measures, including legal, to eliminate all forms of gender-based violence promoted on the internet and in all other forms of media;
2. Consider as a crime the rape of women as well as all forms of sexual abuse against girls and boys, and enact and adopt legislation outlawing all forms of sexual abuse of women, girls and boys;
3. Put in place effective mechanisms, including shelters and counselling, to take care of the victims of gender based violence;
4. Adopt and implement legal measures to penalise all forms of sexual harassment

Women's Human Rights:

New actions:

1. Ratify and adopt measures to implement effectively the Protocol to the African Charter on Human and People's Rights on the Rights of Women in Africa, including by harmonizing the national legal framework with the Protocol and promoting information campaigns; promote the wide implementation of the protocol on the rights of women

Group B comprised of English speaking countries

The following additions and changes were proposed by the participants:

HIV/AIDS

p.11

Bullet 3: Strengthening the lobby and advocacy to increase women's access to resources, affordable drugs, methods of prevention and to treatment especially ARVs;

Bullet 4: Recognition and acknowledgement of the value of women's unpaid work in shouldering the increased burden of care for HIV/AIDS affected and infected families persons and orphans

**Réunion du Comité Femmes et Développement (CFD)
Dakar (Sénégal) 13 octobre 2005**

Aide-mémoire

I. Contexte

L'Afrique comme le reste du monde, s'est consacrée récemment à résoudre les problèmes liés au genre, comme le confirme son engagement au processus de Beijing. En 2004, l'Afrique a procédé, dans le cadre de Beijing +10, à l'évaluation de l'état actuel de la mise en oeuvre de la Plate-forme d'action de Beijing. Suite à la Septième Conférence régionale africaine sur les femmes, l'Afrique a adopté le document sur les **Résultats et Perspectives**, qui articule les priorités de l'Afrique pour la décennie à venir, et plus particulièrement en matière d'égalité du genre et la réalisation des droits de la femme. En janvier 2005, ce document, après son adoption par les Chefs d'Etat africains au Sommet d'Abuja, a constitué la base de la position africaine commune sur Beijing +10.

Dans le cadre du mandat de l'Assemblée Générale des Nations Unies et sous les auspices du CFD, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a le devoir d'assister les Etats membres, à travers son Centre africain pour le genre et le développement, afin de résoudre les problèmes soulevés lors de la plate-forme d'action de Beijing. C'est dans cette idée que la CEA a élaboré une Stratégie de mise en oeuvre et de suivi des **Résultats et Perspectives** qui guident les actions pour accélérer le processus d'application du PFAB durant la période qui suit Beijing +10. L'Union africaine de son côté, a développé une Stratégie pour mettre en oeuvre la **Déclaration solennelle sur le genre et le développement en Afrique**, adoptée par les Chefs d'Etats africains en juin 2004. Cette situation a débouché sur la fusion des stratégies de la CEA et l'UA en une stratégie conjointe pour le suivi de la mise en oeuvre, le suivi et l'évaluation des **Résultats et Perspectives** de la Septième Conférence régionale africaine et de la **Déclaration solennelle sur le genre et le développement en Afrique**.

La procédure normale exige que les Ministres chargés des affaires relatives au genre/aux femmes se réunissent tous les deux ans, sous les auspices du Comité Femmes et Développement, afin d'examiner le progrès enregistré en matière d'application du PFAB et autres cadres politiques qui visent à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. La prochaine réunion du CFD se tiendra le 13 octobre à Dakar (Sénégal) sur l'invitation du Gouvernement du Sénégal.

II. Objectifs de la réunion du CFD

Les objectifs principaux sont les suivants :

- ✓ Etablir un consensus sur l'approche nationale à adopter pour rendre opérationnelle la Stratégie conjointe de la CEA et de l'UA en matière de suivi de l'application, du suivi et de l'évaluation du progrès enregistré en matière de mise en oeuvre des **Résultats et Perspectives** et la **Déclaration solennelle sur le genre et le développement en Afrique**
- ✓ Renouveler l'adhésion au Comité Femmes et Développement
- ✓ Revoir le Programme de travail du CAGED pour 2006-2007

III. Participants

La réunion du CFD va être organisée aux niveaux des experts et des ministres et comprendra les groupes suivants :

- ✓ Ministres chargés des affaires relatives au genre/aux femmes

- ✓ Experts travaillant dans les ministères chargés des affaires relatives au genre/aux femmes
- ✓ Représentants des Communautés économiques régionales (CER)
- ✓ Les ONG membres du CFD
- ✓ Représentants des agences des Nations Unies dans les bureaux régionaux africains

IV. Résultats attendus

La réunion du CFD se doit d'atteindre les objectifs suivants :

- ✓ Etablir un consensus sur l'approche nationale à adopter pour rendre opérationnelle la Stratégie conjointe de la CEA et de l'UA en matière de suivi de la mise en œuvre, de suivi et d'évaluation du progrès enregistré en matière de mise en œuvre des **Résultats et Perspectives** et la **Déclaration solennelle sur le genre et le développement en Afrique**
- ✓ Renouveler l'adhésion au Comité Femmes et Développement
- ✓ Revoir le Programme de travail du Centre africain pour le genre et le développement (CAGED) pour 2006-2007

V. Date et lieu (de la réunion)

- ✓ La réunion, prévue pour le 13 octobre 2005 à Dakar, sera abritée par le Gouvernement du Sénégal.
- ✓ La réunion du CFD sera précédée par la réunion des Ministres chargés des affaires relatives au genre/aux femmes, co-organisée par la CEA et l'UA, qui aura lieu le 12 octobre à Dakar. La réunion se consacrera à la revue et l'approbation de la Stratégie conjointe de la CEA et l'UA pour mettre en œuvre, suivre, et évaluer le progrès enregistré en matière d'application des **Résultats et Perspectives** et de la **Déclaration solennelle sur le genre et le développement en Afrique**

VI. Contacts au CAGED/CEA

Pour plus de détails, veuillez contacter :

Mme Thokozile Ruzvidzo

Directrice par intérim

CAGED

Tél : 251-11-5443448

Fax: 251-11-5512785

Courrier électronique: truzvidzo@uneca.org

Dr. Hannah Tiagha

Fonctionnaire principal chargé des affaires sociale

CAGED

Tél 251-11-5445235

Fax: 251-11-5512785

Courrier électronique: htiagha@uneca.org

Mme Emelang Leteane

Fonctionnaire chargé des affaires sociales

CAGED

Tél 251-11-5443403

Fax: 251-11-5512785

Courrier électronique: eleteane@uneca.org